



Dinners Décideurs®  
Culture & Business

Lundi 11 mai 2015 à 20 heures  
dans les salons privés de "Chez Françoise"  
Aérogare des Invalides Paris 7<sup>ème</sup>  
nous recevons

**Xavier Fontanet**



Ancien PDG du groupe Essilor,  
membre du conseil d'administration du  
groupe L'Oréal et de Schneider Electric

Sur le thème :

**" Il faut mettre l'État au régime jockey ! "**

### Note biographique

Il est l'un des cinq enfants de Joseph Fontanet, assassiné le 2 février 1980 à Paris (1921-1980), ancien ministre et secrétaire général du Mouvement républicain populaire.

Après des études au lycée Saint-Louis-de-Gonzague et une classe préparatoire au lycée privé Sainte-Geneviève, il intègre l'École nationale des ponts et chaussées, son diplôme d'ingénieur obtenu, il suit un Master of Science in Management au MIT à Boston. Il débute sa carrière au Boston Consulting Group (1974-1981) avant d'occuper le poste de directeur général chez Bénéteau (1981-1986) puis directeur central de la restauration et directeur général d'Eurest à la Compagnie des wagons-lits.

En 1991, il est nommé directeur général du groupe Essilor, puis PDG de 1996 à 2010. C'est Hubert Sagnières qui prend sa succession à la direction générale du groupe. Xavier Fontanet quitte la présidence du conseil d'administration en 2012. Il est également président du comité d'éthique du MEDEF.

**En 2007**, il contribue à la Commission pour la libération de la croissance française, dite commission Attali. Il critique la surreprésentation de la sphère publique au Parlement, et propose que tout candidat issu de la fonction publique en démissionne dès qu'il devient député ou sénateur.

**En octobre 2010**, il publie *Si on faisait confiance aux entrepreneurs - L'entreprise française et la mondialisation* (Les Belles Lettres), synthèse de son expérience de dirigeant, et ouvre un blog sur le même thème.

**En 2013**, il crée sa propre fondation, abritée par la fondation HEC :

Le but est de mieux faire comprendre l'économie concurrentielle aux hommes politiques, syndicalistes, journalistes, étudiants, etc. Je suis effaré par la méconnaissance abyssale des mécanismes concurrentiels et économiques en France. Quand vous lisez les cours d'économie, tout est faux, nul, c'est de l'idéologie qui n'a aucun rapport avec la réalité. On porte Keynes au pinacle, on jette Bastiat et Hayek aux orties...

**En 2014**, dans *Pourquoi pas nous ?*, il tente d'analyser les raisons du déclin économique de la France. Il avance comme raison essentielle l'hypertrophie du secteur public et l'hyperfiscalité française : « La part de la sphère publique est aujourd'hui de 57 % du PIB, un record du monde, alors qu'elle était de 27 % en 1973. ».

Pour sortir de ce déclin, il propose de réfléchir sur les solutions adoptées par l'Allemagne, la Nouvelle-Zélande et le Canada.

Il est professeur de stratégie à HEC.



## Œuvres

---

- 2010 : *Si on faisait confiance aux entrepreneurs - L'entreprise française et la mondialisation*, Les Belles Lettres,
- 2014 : *Si on faisait confiance aux entrepreneurs: L'entreprise française et la mondialisation*, Manitoba,
- 2014 : *Pourquoi pas nous ?*, Les Belles Lettres,

## Citations

- Un entrepreneur n'est pas un riche comme les autres puisque toute sa richesse est à risque concurrentiel, qu'elle est liquide et qu'elle procure du travail à nos compatriotes.
- Le Français a un côté jaloux, il préfère être complètement ruiné dans l'égalité qu'en bon état avec des gens plus riches.
- L'impôt et la bureaucratie que génère l'impôt fabriquent une fonction publique trop puissante. (...) L'État est devenu un jockey obèse qui épuise son cheval et l'engueule, sans comprendre que c'est lui qui est obèse !
- Le profit n'est pas l'exploitation des employés, c'est en fait la récompense donnée par le client. La fortune est ainsi, avant tout, la mesure du service rendu. (10/03/2007)

## Liens externes

---

- Blog " Si on faisait confiance aux entrepreneurs "
  - Le Français préfère être ruiné dans l'égalité
- 

### Entretien avec Xavier Fontanet

Xavier Fontanet dénonce le poids croissant de la sphère publique et propose de supprimer les subventions aux entreprises ainsi que les impôts servant à les financer.

### Xavier Fontanet : " Il faut mettre l'État au régime jockey ! "

Publié le 19 avril 2015

**Dans un récent rapport, l'ex-ministre socialiste Jean-Jack Queyranne estime que les aides aux entreprises (110 milliards d'euros par an) représentent un coût exorbitant pour les contribuables. Partagez-vous cet avis ?**

Xavier Fontanet : Votre question me rappelle une parabole de Bastiat ; elle évoquait un docteur disant à son patient : « Cher Monsieur, je vous trouve bien pâle, vous manquez de sang ; je vais vous en injecter dans le bras gauche, mais il faudra bien que je le prenne quelque part ; ce sera dans le bras droit et, comme il faut bien vivre, j'en prendrai aussi un peu pour moi au passage ».

Tout le monde comprendra que plus on injectera de sang, plus, finalement, on en soutirera. La bonne décision est de changer de traitement.

#### Que préconisez-vous ?

Je pense qu'il faut supprimer les aides aux entreprises et les impôts qui servent à les financer. Une aide, on la voit, parce que celui qui l'a donnée (administration ou homme politique) plastronne grâce à elle. Ce qu'on ne voit pas, c'est l'impôt qui se cache derrière.

Cet impôt veut dire une dépense ou un investissement empêché. Il provoque un sentiment de spoliation et de découragement chez ceux qui sont excessivement taxés. Il faut toujours penser au revers de la médaille ; l'aide ne tombe pas du ciel ; on déshabille Paul pour habiller Jacques. L'État-Providence est une fiction qui, à long terme, détruit la société.

Les niches fiscales s'apparentent à des aides sectorielles aux entreprises. Faut-il les supprimer ?

Supprimer les niches certes ! Mais il faut réduire ailleurs, d'un même montant, l'impôt ; sinon... c'est une façon de faire monter les impôts.

#### Que pensez-vous des 21 milliards d'aides consenties au nom du crédit d'impôt recherche ?

C'est bien, mais il faut prendre un peu de recul. Depuis dix ans, les impôts en France ont explosé et sont devenus beaucoup plus élevés qu'ailleurs.

Pour moi, la mission Pébereau constitue un bon repère. À l'époque (2007), la sphère publique représentait 52% du PIB ; la mission recommandait de descendre rapidement sous les 50%. La France a fait le contraire. La sphère publique est aujourd'hui à 57% du PIB. Ce qui fait... 100 milliards d'impôts en plus. Une paille !

L'INSEE ne communique plus sur le PIB marchand (le PIB de la sphère privée), c'est bien dommage, car il décroît depuis 2007.



On ne s'en vante pas. Depuis 2007 le PIB a crû de 100 milliards et la dette de l'État de 500 milliards. Cela démontre, qu'au-delà d'une certaine limite, l'impôt écrase l'économie et fait exploser l'endettement. Quand il y a un tel ratio entre croissance et investissement c'est que quelque chose ne va pas ! Le crédit impôt recherche n'est qu'une modeste et insuffisante correction de cette monstrueuse erreur.

### **Estimez-vous que les aides au Centre national du cinéma (CNC) doivent être réduites ?**

Les vrais génies éclosent tout seuls, surtout aujourd'hui où la mondialisation fournit un levier dès que le talent est là.

Est-ce que Mozart est devenu Mozart à cause des aides qu'il aurait reçues ? En cette période où l'argent est rare, l'ensemble du budget de la culture devrait être remis à plat. Et ce n'est pas ce qui se passe avec les intermittents qui me pousse à changer d'avis...

### **Faut-il, malgré tout, sauver certaines subventions aux entreprises ? En fusionner d'autres ?**

Laissez-moi élargir la question. La montée des subventions, c'est la montée de l'État dans l'économie. Elle est effarante depuis la mort de Pompidou (1974). On oublie de dire que de 1945 à 1973 la dette et la part de l'État dans l'économie ont décréu.

C'est sous Valéry Giscard d'Estaing que la tendance s'est inversée. Il suffit de regarder les chiffres. En quarante ans, la part de l'État est passée de 27% à 57% et elle tend vers 58%. Comme cette augmentation s'est étalée dans le temps, on ne s'est rendu compte de rien.

### **Quelles sont les conséquences de cette hypertrophie étatique sur la sphère économique ?**

La croissance est en panne et les entreprises sont moins rentables en France qu'ailleurs. Par ailleurs, bien qu'on en parle peu, les investissements étrangers en France chutent. Les entreprises présentes dans différents pays passent leur temps à expliquer qu'il est très difficile de travailler en France. Personne ne les écoute. Ici le profit est mal vu par les politiques. Aucun ne dira comme Schröder, au début des années 2000, qu'il est favorable au profit et qu'il faut le restaurer.

Tant que l'on ne fera pas un diagnostic correct de la situation, la croissance ne reviendra pas, quels que soient la conjoncture, et les mots avec lesquels on maquille les discours officiels.

### **Selon vous, il faut mettre l'État au régime jockey : comment faut-il procéder ?**

Le fait nouveau, c'est que la concurrence mondiale affecte désormais toutes les entreprises. Il y a quarante ans, seuls les grands groupes étaient mondialisés ; aujourd'hui, même la restauration est le théâtre de luttes entre chaînes internationales.

Ceci pose un problème tout à fait inédit auquel nos politiques n'avaient pas pensé : le coût de notre sphère publique entre dans les prix de revient de nos entreprises. Elle est trop chère et elle les handicape.

Comparons la France et l'Allemagne ; ce sont deux pays qui ont presque la même taille et la même sphère publique (régalien, social, régions).

Outre-Rhin, l'appareil d'État pèse moins de 45% du PIB contre plus de 57% en France. Ici, la sphère publique (le jockey) pèse 30% de plus que son cheval ( $57/43 = 1,32$ ), un ratio beaucoup plus élevé qu'en Allemagne ( $45/55 = 0,8$ ). Le jour où le Prix de l'Arc de Triomphe sera gagné par un jockey affichant un surpoids de 50%, vous me passerez un petit coup de fil...

### **Avez-vous eu le sentiment d'échapper à l'emprise de l'État français en vous développant à l'étranger ?**

Lorsque les entreprises se développent à l'étranger c'est d'abord pour viser des positions mondiales et non pour échapper à une emprise, même si je vois, en tant que professeur, de plus en plus de jeunes quitter le pays parce qu'ils pensent que c'est plus facile d'entreprendre ailleurs qu'ici. Travailler à l'étranger est plus facile, car le droit du travail est moins compliqué, les impôts et charges plus bas, la sphère publique et la bureaucratie plus légères. Il faut que nos hommes politiques voyagent davantage, écoutent les entrepreneurs et passent des bonnes paroles aux actes.

Malgré toutes ces contraintes, de jeunes entrepreneurs continuent à se battre. Ils sont admirables et leur énergie est exemplaire : imaginez la situation si le terrain était plus favorable en France !

Propos recueillis par Didier Laurens

Source : Wikipédia

HL 04 2015



Hervé Lassalas  
Président



Jean-Paul Tréguer  
Vice-président du Club  
des Dîners Décideurs



Laurence Lassalas-Neveu  
Directrice du développement  
de Pluriclub



Robert Lafont  
Président de Lafont Presse

**TVLOWCOST**  
More for Less

**wimadame**

**Entreprendre**